

---

---

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**Arrêté préfectoral complémentaire**  
**du - 6 MAI 1999**  
**prescrivant la constitution de garanties financières**  
**pour la remise en état de la carrière exploitée par la société BOEHM et Cie à DAHLENHEIM,**  
**aux lieux-dits "Auf dem Berg", "Untere Badstube", "Harzenbach", "Hinten am Berg"**

**Le Préfet de la région Alsace**  
**Préfet du Bas-Rhin**

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 4-2 et 16-5,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée, notamment ses articles 23-3 à 23-7,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières,
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1996 autorisant la société BOEHM et Cie à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de DAHLENHEIM,
- VU le dossier en date du 2 janvier 1999, modifié le 9 février 1999, par lequel la société BOEHM et Cie a produit les éléments en vue de déterminer les garanties financières pour la carrière susvisée, et comportant notamment le plan des schémas prévisionnels d'exploitation et de remise en état,
- VU les avis et proposition de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de la réunion du

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, visant à préciser le montant des garanties financières, et les modalités de mise en œuvre,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions des articles 8 et 10 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1996 sont remplacées par celles figurant aux articles ci-après, à l'exception des prescriptions : "L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser 6 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état est achevée 4 mois avant le terme de l'autorisation".

**Article 2 : Montant des garanties financières**

La société BOEHM et Cie, 134 rue Principale 67310 DAHLENHEIM produira, au plus tard le 14 juin 1999, pour la carrière située aux lieux-dits "Auf dem Berg", "Untere Badstube", "Harzenbach", "Hinten am Berg" sur le territoire de la commune de DAHLENHEIM, des garanties financières fixées comme suit :

<u>Périodes</u>	<u>Montant des garanties (TTC)</u>
1 : 1999-2004	159 000 F
2 : 2004-2009	159 000 F
3 : 2009-2014	159 000 F
4 : 2014-2019	159 000 F
5 : 2019-2024	159 000 F
6 : 2024-2026	159 000 F

La référence de départ des périodes est le 14 juin 1999.

**Article 3 : Actualisation du montant des garanties financières**

Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 4 : Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 5 : Appel aux garanties financières**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

**Article 6 : Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 7 : Levée des garanties financières**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

**Article 8 : Fin d'exploitation**

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. L'exploitant adresse au préfet au moins un an avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

L'exploitant adresse six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments actualisés.

**Article 9 : Remise en état**

La remise en état finale devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

Ces dispositions se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs qui leur seraient contraires.

Pour ampliation

P. le Secrétaire Général  
le Secrétaire administratif

Francine SPRAUL  
Délais et voie de recours



Le Préfet

POUR LE PREFET

Le Secrétaire Général

MICHEL LAFON

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée).

